

A Cuba, les sociétés françaises guettent l'ouverture

Matthias Fekl, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, s'est rendu sur l'île avec une vingtaine d'entreprises

La Havane - envoyée spéciale :

Sur le port de Mariel, à l'ouest de La Havane, un bateau rempli de conteneurs portant le sigle de la compagnie d'affrètement CMA-CGM est en cours de déchargement. Tout autour, des grues et des engins de chantier s'activent pour édifier la future zone franche maritime de la ville.

Au-delà des promesses politiques d'ouverture, trois mois après l'annonce du rapprochement diplomatique entre les États-Unis et Cuba, on est ici dans la réalité économique d'un pays qui dépend à plus de 70 % des importations. Pétrole, biens de consommation et produits manufacturés, tout ou presque vient de l'étranger.

« Travailler à Cuba est un exercice périlleux », dit Jean-François Tallec, conseiller « institutionnel » de CMA-CGM. Le troisième affréteur mondial faisait partie des sociétés présentes lors du voyage organisé du 5 au 8 mars à Cuba par Matthias Fekl, le secrétaire d'Etat français au commerce extérieur. « Pour livrer ici, raconte M. Tallec, nos bateaux ne doivent pas accoster avant sur un port américain. La ville de Kingston [Jamaïque] sert de port relais. De là, on charge de petites embarcations pour Cuba. Et comme ce pays n'exporte pas grand-chose, elles repartent souvent à vide. »

Depuis 1962 et le conflit avec les Etats Unis, Washington impose à l'île un embargo économique. La liste des exceptions s'allonge petit à petit, mais tout est encore compliqué. Cuba est ainsi toujours inscrit sur la liste américaine des pays soutenant le terrorisme, aux côtés de l'Iran et de la Syrie. Les négociations qui ont repris en décembre 2014 afin de rétablir des relations diplomatiques ne portent officiellement pas sur ce point.

Pour les sociétés françaises, faire du business au quotidien à Cuba est un numéro d'équilibriste. Toutes doivent s'associer à un partenaire local. « Pour pouvoir se développer, il faudrait qu'on puisse ouvrir une agence locale, mais cela n'est pas possible. Il faut avoir un partenaire local. Espérons que cela change vite », s'impatiente M. Tallec. Il n'est pas le seul à attendre un changement. Le groupe Bouygues est un acteur-clé du tourisme à Cuba. « En quinze ans, on a construit trente hôtels. Pourtant, c'est toujours aussi difficile d'apporter le financement nécessaire à chaque projet », regrette Claude Macor, le directeur de la branche bâtiment international du groupe sur l'île. « C'est dommage. Cela refroidit les investisseurs. »

« Prendre position maintenant »

Depuis l'annonce du dégel, tous les yeux sont braqués sur Cuba. Le pays écrit en effet une nouvelle page de son histoire; reste à savoir à quoi elle ressemblera, quels en seront les acteurs. « On était venu prospecter en 2013, raconte Paul-Marie Ringwald, patron d'Egis, une entreprise tricolore d'ingénierie, le marché était porteur, mais les conditions d'implantation n'étaient pas réunies. » L'homme dit tout haut ce que beaucoup de chefs d'entreprise présents pensent : « Si on veut prendre position, c'est maintenant, avant les Américains et les autres. Demain, ce sera trop tard. »

D'où l'importance de cette visite. « La France est un partenaire privilégié de Cuba depuis longtemps et souhaite accompagner le pays dans son chemin vers l'ouverture au monde et la modernisation, explique Matthias Fekl. Les Cubains sont conscients de leurs faiblesses mais ils ne veulent pas retomber dans la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis comme il y a cinquante ans. Ils doivent faire leurs propres choix sans brader leurs extraordinaires atouts, notamment en matière de santé et d'éducation. »

Pour amorcer cette évolution, le secrétaire d'État a emmené avec lui Bruno Bézard, le président du Club de Paris - il rassemble notamment dix-neuf créanciers de Cuba - et directeur général du Trésor français. « La dette cubaine vis-à-vis du Club s'élève à quelque 16 milliards de dollars [14,8 milliards d'euros], rappelle M. Bézard, dont environ 5 milliards ont été contractés avec la France. On est en train d'évaluer le montant exact et la répartition de la dette que le pays doit à chaque créancier. »

C'est la première fois depuis 2000 et la rupture entre Cuba et le Club que M. Bézard fait le voyage de La Havane. « Il y a une réelle volonté de se mettre au travail tant du côté cubain que du côté des créanciers. En quelques jours, on a gagné des mois de discussions, la dynamique de tous les acteurs est bonne », se réjouit-il.

La visite de l'usine Pernod Ricard de fabrication du rhum Havana est un passage obligé du voyage ministériel. Référence internationale et fleuron de la collaboration entre la France et Cuba, l'entreprise a été créée avec Cuba Ron, un partenaire local. C'est un succès. Depuis 1993, le site est passé de 7 à 550 employés et produit près de 50 millions de bouteilles par an, pour le marché local, mais surtout international. L'entreprise attend beaucoup de l'ouverture économique avec les Etats-Unis; avec l'embargo, la marque Havana, qui n'appartient plus aux deux partenaires sur le marché américain, ne peut donc pas y être distribuée. Ils ont d'ailleurs déposé la marque Havanista pour être prêt à investir ce marché dès que cela sera possible.

Prochaine étape, la visite à Cuba du président de la République, François Hollande, le 11 mai. Matthias Fekl prépare déjà activement la liste des entreprises qui seront du voyage.

© 2015 SA Le Monde. Tous droits réservés.